

France/En dépit des annonces de Macron lundi soir

"Gilets jaunes" : le mouvement ne s'éteint pas

AFP

Paris/France

Du coup, la perspective d'un acte V des manifestations n'est pas à exclure.

LE mouvement des "gilets jaunes" ne semblait pas s'éteindre hier, malgré les concessions annoncées la veille par le président Emmanuel Macron, qui peinait encore à convaincre ces Français modestes mobilisés depuis plus de trois semaines pour plus de justice sociale.

Hausse de 100 euros (65 500 francs) par mois pour les employés payés au salaire minimum, annulation d'une taxe sur les petites retraites (sous 2 000 euros mensuels, 1,3 million de francs), défiscalisation des heures supplémentaires...

Dans son allocution suivie par plus de 23 millions de téléspectateurs lundi soir, le président français a détaillé ses nouvelles mesures sociales, espérant ainsi endiguer la crise que traverse la France.

"Sur le coup, je me suis dit que Macron nous avait un peu entendus", confiait hier à l'AFP Thomas Miralles, porte-parole des "gilets jaunes" des Pyrénées-orientales (sud-ouest). "Mais quand on regarde dans le détail, en fait pas du tout", se désolait-il.

Ces annonces "ne concernent pas tout le monde", explique-t-il. "Ici nous sommes très déçus des annonces du président, la mobilisation continue", résume cet homme, qui compte venir manifester son mécontentement samedi à Paris "pour la première fois".

Lundi soir après le discours présidentiel, nombreux étaient les "gilets jaunes" à exprimer leur mécontentement. "Tout ça, c'est du cinéma", déclarait Thierry,



Photo : AFP

Les "gilets jaunes" qui, comme 23 millions de Français, étaient lundi soir devant leur télé pour écouter le président Macron, sont restés sur leur faim.

55 ans, mécanicien vélo qui partait "bloquer" le péage du Boulou, à la frontière franco-espagnole.

D'autres accueillent plus positivement les annonces d'Emmanuel Macron. "Il y a de bonnes idées, un mea culpa, qui arrive trop tard mais on ne va pas cracher dessus", estime Claude Rambour, 42 ans, "gilet jaune" dans le nord du pays.

Jacline Mouraud, une porte-parole des "gilets jaunes" réputée modérée, a appelé à "une trêve", en saluant "des avancées, une porte ouverte" du pouvoir.

Plus largement, les Français étaient eux partagés sur la poursuite du mouvement après les annonces du président.

Selon une enquête de l'institut de sondage Odoxa, une courte majorité de Français (54%) souhaitait lundi soir que les actions des "gilets jaunes" se poursuivent, contre 66% il y a trois semaines.

VIGILANCE DE L'UE. L'ensemble des mesures annon-

cées par le président devrait coûter "entre 8 et 10 milliards", a estimé hier le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Le déficit public devrait ainsi s'inscrire au-delà de la barre des 3% exigée par Bruxelles, mais "de manière strictement temporaire", a assuré le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, du parti présidentiel.

L'impact des annonces sur le déficit français sera suivi "avec attention" par la Commission européenne, a averti à l'AFP le Commissaire européen à l'Economie Pierre Moscovici.

Les syndicats ont réagi froidement. "On a des réponses de court terme, on n'a pas de réponses de moyen et long terme", a regretté Laurent Berger, leader du syndicat modéré CFDT. Emmanuel Macron "n'a rien compris de la colère qui s'exprime", a condamné le syndicat CGT. Du côté des politiques, le président de la commission des finances de l'Assemblée

Eric Woerth (LR, droite) a appelé les "gilets jaunes" à "lever le camp des ronds-points".

"Jamais un gouvernement n'a été remis en cause de manière aussi frontale", fustigeait quant à lui le président des députés du parti de droite, Christian Jacob.

A gauche, plusieurs députés ont de leur côté annoncé hier lancer une procédure à l'Assemblée nationale pour faire tomber le gouvernement. Cette motion de censure n'a toutefois aucune chance d'aboutir.

Jean-Luc Mélenchon, leader de la gauche radicale, a lui apporté son soutien à un "acte V", soit un cinquième samedi de mobilisation, malgré les nombreuses violences qui ont marqué les deux derniers week-ends. Emmanuel Macron a à ce titre averti lundi soir que les "violences inadmissibles (...) ne bénéficieront d'aucune indulgence".

Le Premier ministre Edouard Philippe devait s'expliquer à l'Assemblée

nationale et détailler les mesures dans l'après-midi. De son côté, Emmanuel Macron devait recevoir des représentants du secteur bancaire, et plus tard les 370 députés et sénateurs de la majorité (LREM et MoDem) pour faire point sur ses annonces.

Ce mercredi, ce sera au tour des grandes entreprises d'être reçues, pour leur demander de "participer à l'effort collectif".

Trois grands groupes français ont déclaré hier qu'ils allaient accorder des "primes exceptionnelles" à leurs salariés, comme souhaité par Emmanuel Macron.

Parallèlement, les lycéens poursuivent leur mouvement de contestation, aux revendications différentes mais né dans la foulée des "gilets jaunes". Hier, 170 lycées étaient perturbés sur un total de plus de 2 000, contre 450 la veille.

L'Afrique en bref

• **Mali/Jihadistes.** Au moins 13 civils tués en une semaine

Au moins 13 civils ont été tués dans le centre du Mali depuis le 5 décembre, a appris lundi l'AFP auprès d'un élu et d'un responsable administratif de cette région particulièrement instable où sévissent des islamistes et où s'affrontent des groupes d'autodéfense de différentes communautés.

• **RDCongo/Rébellion.** Dix civils tués à Beni

Dix civils ont été tués dans la nuit de lundi à hier dans la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, dans une attaque attribuée au groupe armé d'origine ougandaise ADF, ont indiqué hier des sources civiles et militaires.

• **Sénégal/Présidentielle.** L'ex-maire de Dakar va jouer son va-tout judiciaire



Photo : AFP/L'Union

La justice sénégalaise examinera le 20 décembre le pourvoi en cassation introduit par l'ex-maire de Dakar Khalifa Sall contre sa condamnation à cinq ans de prison pour escroquerie, à moins de trois mois de la présidentielle à laquelle M. Sall est candidat, a-t-on appris hier auprès d'un de ses avocats.

• **Somalie/Politique.** Abandon de la motion de censure contre le président

Une motion de censure controversée déposée dimanche soir par des députés somaliens contre le président Mohamed Abdullahi Mohamed, dit "Farmajo", a été abandonnée hier, faute de soutien, a annoncé le Parlement.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat.** Douze morts près de Kaboul

Douze personnes, dont huit civils, ont été tuées hier lors d'un attentat-suicide revendiqué par les talibans qui a visé les forces de sécurité afghanes près de Kaboul, ont indiqué les autorités afghanes. Cette attaque été revendiquée par le porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid sur Twitter.

• **Proche-Orient/Conflit.** Un Palestinien abattu près d'Hébron

Un Palestinien a été tué hier par des tirs des forces israéliennes près d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, au cours de ce que la police israélienne a présenté comme une attaque à la voiture bélier.

Centrafrique-France/Coopération militaire**Paris remet 1 400 fusils d'assaut à l'armée**

AFP

Bangui/France

Pour ce faire, la France a obtenu une exemption à l'embargo de l'Onu sur les livraisons d'armes à la Centrafrique.

LA France a remis hier 1 400 fusils d'assaut aux forces armées centrafricaines (Faca), réaffirmant ainsi, face à l'influence croissante de la Russie, son soutien à une Centrafrique en conflit depuis 2012.

La ministre française des Armées Florence Parly a remis ces 1 400 fusils, des

Kalachnikov de type AK-47, ainsi que trois embarcations légères, lors d'une cérémonie sur la base de M'Poko à Bangui.

Ce stock de Kalachnikov, cédé gratuitement, avait été saisi en 2016 sur un boutre près du Yémen, pour non respect de l'embargo sur les armes à destination de ce pays.

La ministre centrafricaine de la Défense, Marie-Noëlle Koyara, s'est réjouie de ce geste, rappelant que "notre frontière de 1 600 km doit être assurée", or "pour l'instant nous avons encore de sérieuses difficultés".

La France a obtenu une exemption à l'embargo de l'ONU sur les livraisons

d'armes à la Centrafrique, tout comme la Russie qui a livré 1.700 Kalachnikov aux Faca en janvier.

"Il n'y a aucun obstacle de principe du côté de la France pour que cet embargo soit levé" définitivement, selon Mme Parly.

"Ce qui est important c'est que ces armes, dès lors qu'elles seront livrées aux forces armées centrafricaines, puissent être identifiées, stockées et tracées", a-t-elle souligné.

Les forces armées centrafricaines, faiblement équipées et peu structurées, peinent à prendre pied dans un pays toujours en proie aux violences intercommunautaires deux ans

après la fin de l'opération française Sangaris en octobre 2016.

Aujourd'hui, "la reconstruction de l'armée est une de nos priorités dans le cadre de la recherche de la paix et de la stabilité", a déclaré le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra lors d'un entretien avec Mme Parly. "Nous comptons énormément sur nos partenaires traditionnels", a-t-il ajouté.

L'armée française était intervenue entre 2013 et 2016 pour faire cesser les violences de la coalition rebelle Séléka (à dominante musulmane) et les représailles des milices antibalaka prétendant défendre

les chrétiens.

Deux ans plus tard, la quasi-totalité de ce pays de 4,5 millions d'habitants parmi les plus pauvres du monde reste contrôlée par des groupes armés qui combattent pour s'accaparer les ressources minières telles que l'or et les diamants et renforcer leur influence locale.

Les Faca comptent environ 7 000 soldats, confrontés à au moins autant de combattants de groupes armés et qui doivent encore s'implanter sur l'ensemble du territoire pour aider à établir l'autorité de l'Etat.